

Limoges, le 20/04/2023

Commissions Administratives Paritaires

Pôle Juridique & Statutaire

Fanny ROY - fanny.roy@cdg87.fr

☎ : 05-55-30-08-70

Sylvie ROUX - sylvie.roux@cdg87.fr

☎ : 05-55-30-08-66

Mesdames, Messieurs les Maires et
Présidents des Collectivités territoriales
et Etablissements Publics affiliés

POUR INFORMATION : date de réunion C. A. P.

Madame, Monsieur,

J'ai l'honneur de vous informer que la prochaine réunion de la Commission Administrative Paritaire de catégories C placée auprès du Centre de Gestion, aura lieu le :

MERCREDI 31 MAI 2023

Afin de permettre aux membres des CAP d'avoir communication des pièces nécessaires à l'accomplissement de leur mission, je vous demanderais de bien vouloir nous adresser vos propositions, au plus tard pour le **05 MAI 2023** dernier délai de réception.

Tous les documents parvenus après ce délai de rigueur seront examinés lors d'une réunion ultérieure.

RAPPEL IMPORTANT :

la loi n° 2019-828 du 6 août 2019 de transformation de la fonction publique et le décret n° 2019-1265 du 29 novembre 2019 relatif aux lignes directrices de gestion et à l'évolution des attributions des commissions administratives paritaires suppriment les compétences des commissions administratives paritaires en matière d'avancement de grade et de promotion interne.

En conséquence, depuis le 01/01/2021 :

- les collectivités et établissements publics territoriaux mettent en œuvre la procédure d'avancement de grade au regard des critères définis dans leurs lignes directrices de gestion, après avis du comité technique ;
- la procédure de promotion interne est mise en œuvre, pour le compte des collectivités et leurs établissements publics affiliés au centre de gestion, par la Présidente du centre de gestion qui définit les lignes directrices de gestion, après avis du Comité Technique, et procède, selon les critères qui en découlent, à l'inscription des fonctionnaires sur les listes d'aptitude, toujours en fonction des quotas requis.

NOTA BENE : L'avis de la CAP est purement consultatif : il ne lie pas l'autorité territoriale.

L'avis ne peut pas en lui-même être contesté devant le juge administratif (CE 28 déc. 2001 n°207733 et autres, -voir [CE281201C](#)).

En revanche, la décision pourra être annulée par le juge administratif, en cas de recours :

- si la CAP n'a pas été consultée alors qu'elle aurait dû l'être
- si la procédure de consultation de la CAP a été irrégulière

En particulier, l'avis de la CAP doit toujours précéder la décision de l'autorité territoriale. Par conséquent, le fait que cet avis intervienne après la décision rend cette dernière irrégulière (CE 30 juil. 1997 n°126701, -voir [CE300797D](#)).

Restant à votre disposition pour tout renseignement complémentaire, je vous prie de bien vouloir agréer, Madame, Monsieur, l'expression de ma considération distinguée.

La Directrice du CDG87,



Caroline FRITZ